

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL****CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**E/CN.4/23  
1er août 1947  
FRENCH  
ORIGINAL : ENGLISH

## COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

## DROITS SYNDICAUX (LIBERTE D'ASSOCIATION)

(Memorandum de la Division des droits de l'homme)

1. La Fédération syndicale mondiale a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par lettre du 14 janvier 1947, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil économique et social la question suivante :  
Garanties d'exercice et de développement du droit syndical. La Fédération syndicale mondiale a ultérieurement soumis au Conseil économique et social, lors de sa quatrième session, un projet de résolution sur les garanties d'exercice et de développement du droit syndical (document E/C.2/28).
2. La Fédération américaine du travail a soumis, le 12 mars 1947, au Secrétaire général, un mémoire sur les garanties d'exercice et de développement du droit syndical, rédigé par son Conseil exécutif. Ce mémoire déclare que la Fédération américaine du travail, dans son projet de déclaration internationale des droits (distribué aux membres du Conseil le 20 août 1946 : document E/CT.2/2) avait répondu, entre autres, aux points fondamentaux soulevés par la Fédération syndicale mondiale et suggère que les propositions soumises au Conseil économique et social par la Fédération syndicale mondiale soient amendées à certains égards (document E/C.2/32).
3. Le Conseil économique et social a adopté la résolution suivante, le 24 mars 1947, (document E/372):

## LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.

AYANT PRIS NOTE de la question inscrite à son ordre du jour à la demande de la Fédération syndicale mondiale, et relative aux droits syndicaux, ainsi que des mémoires présentés par la Fédération syndicale mondiale et par la Fédération américaine des travailleurs,

DECIDE de transmettre ces documents à l'Organisation internationale du Travail en la priant de porter ces questions à l'ordre du jour de sa prochaine session, et d'envoyer un rapport au Conseil économique et social pour qu'il soit examiné lors de sa prochaine session.

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DECIDE EN OUTRE DE TRANSMETTRE ces documents à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle étudie ceux des aspects de la question qui pourraient trouver place dans une déclaration des droits de l'homme.

4. Ces documents ont été distribués au Comité de rédaction de la Commission des droits de l'homme le 11 juin 1947 (document E/CN.4/AC.1/9).

5. Conformément aux termes de la résolution du Conseil, le Secrétaire général s'est mis en rapport avec l'Organisation internationale du Travail; le 21 juillet 1947 il a fait distribuer aux membres du Conseil une lettre du Directeur général de l'Organisation internationale du Travail qui transmettait le rapport demandé par le Conseil (document E/485).

6. Selon ce rapport la question des droits syndicaux (liberté d'association) a été examinée par le Comité de la liberté d'association et des relations industrielles créé par la Conférence internationale du travail lors de sa quatrième séance le 23 juin 1947. Le Comité composé de 88 membres (44 représentants des gouvernements, 22 représentants des employeurs et 22 représentants des ouvriers) a tenu 15 séances. M. Stanczyk, directeur principal du Département des affaires sociales, représentait l'Organisation des Nations Unies aux séances du Comité.

7. Le Comité a formulé :

- a) un projet de résolution sur la liberté d'association et la défense du droit d'association et des contrats collectifs;
- b) une liste des questions qui pourraient servir de base aux discussions de la Conférence (compte tenu du fait que certaines questions pouvaient déjà faire l'objet d'une ou de plusieurs conférences internationales en 1948);

- c) un projet de résolution sur l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence;
- d) un projet de résolution sur les mesures d'ordre international destinées à sauvegarder les libertés d'association.

Les recommandations du Comité ont été adoptées par la Conférence internationale du travail lors de sa vingtième séance, le 11 juillet 1947. On peut les trouver dans le procès-verbal provisoire de la trentième session de la Conférence internationale du travail, No 30, volume 30, pages X à XIII.

8. A la date de publication du présent document le Conseil économique et social n'a pas encore examiné le rapport de la Conférence internationale du travail sur cette question, mais elle est inscrite à son ordre du jour.

- - - -